

<https://laurentbloch.org/BlogLB/Juifs-Palestiniens-annees-1970>



Juifs, Palestiniens, années 1970

- Réflexions politiques et philosophiques -

Date de mise en ligne : dimanche 15 avril 2018

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Sommaire

- [La situation à Gaza](#)
- [Crimes antisémites en France](#)
- [Qui parle au nom des juifs ?](#)
- [Juifs, Arabes, années 1970](#)
- [Anti-colonialisme](#)
- [Palestine Information](#)
- [Perspectives](#)

La situation à Gaza

Le 13 avril, pour le troisième vendredi consécutif, à la limite de la bande de Gaza et d'Israël, l'armée israélienne a ouvert le feu sur des manifestants, certes virulents (comme ceux de Notre-Dame des Landes, par exemple), mais sans armes, et il y a eu des morts. L'ONG israélienne BTselem a lancé un appel aux soldats pour leur demander de refuser de tirer. Son porte-parole [Amit Gilutz a répondu aux questions](#) de Daniel Fontaine de la RTBF : « tirer à balle réelles, des tirs létaux, sur des manifestants non-armés, c'est illégal. ... Il faut se souvenir du contexte des manifestations auxquelles nous assistons pour le moment. La bande de Gaza est l'une des zones les plus densément peuplées au monde. Deux millions de personnes vivent sur cette petite bande de terre. Il n'y a presque plus d'eau potable. Les gens n'ont que quelques heures d'électricité par jour. Il y a une pénurie de médicaments. Les gens sont au chômage. Une grande partie d'entre eux dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Ce désastre humanitaire est le résultat de la politique israélienne, en particulier le siège qui est en place depuis plus de 10 ans. C'est contre ça que ces gens manifestent. Et face à cette mobilisation, Israël ordonne à ses troupes de les abattre. »

Ces événements font écho aux déclarations de Madame Ayelet Shaked, ministre de la Justice dans le gouvernement de Netanyahu : « Il faut maintenir une majorité juive, même au prix de la violation des droits... Il y a des lieux où le caractère de l'État d'Israël comme État juif doit être maintenu et cela implique parfois que cela se fasse aux dépens de l'égalité. » (Cité avec approbation par [Breizh-Info](#), un site visiblement très ouvert à ce type d'idées identitaires). Ces propos sont doublement révoltants dans la bouche d'une ministre de la Justice.

Ces événements ont aussi suscité l'enthousiasme de [Meyer Habib, député des Français établis hors de France](#) [1] : « Il faut s'inspirer des méthodes israéliennes même si on doit toucher aux libertés individuelles et y compris aux Droits de l'Homme ». Dans la bouche d'un député de la République !

Crimes antisémites en France

Depuis le meurtre d'Ilan Halimi en janvier 2006 (et même avant), la France connaît la résurgence de crimes antisémites, ainsi que la libération d'une parole antisémite illustrée par Dieudonné et Soral. Les mots font défaut en face de ce phénomène ; d'autant plus qu'à la vieille tradition antisémite française héritée de Drumont et de Maurras vient s'adoindre un antisémitisme « de gauche » ou « anti-impérialiste » qui s'autorise des exactions israéliennes à Gaza et en Cisjordanie pour s'exprimer sans complexes, exactement comme le terrorisme djihadiste et la régression islamiste dans certains pays arabes ont libéré une parole raciste anti-arabe dans les milieux de gauche

bien-pensants. Ces pulsions racistes préexistaient bien sûr, elles ne demandaient qu'à être libérées du surmoi de leurs porteurs. On pourra lire à ce propos un texte de [Claude Askolovitch](#) qui réfute le *Manifeste contre le nouvel antisémitisme* et rappelle que, loin d'être une denrée d'importation récente, l'antisémitisme est un produit français local de longue date.

Sur son blog de Mediapart [Daniel Salvatore Schiffer](#) écrit : « L'antisémitisme sévit, ces derniers temps, en France. Mireille Knoll, victime d'un crime d'une épouvantable barbarie, en est le dernier exemple. Cela ne justifie cependant pas que le CRIF ait pu exclure de la marche blanche, organisée en son honneur, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, qui souhaitaient s'incliner, dans un esprit de tolérance, de solidarité et de fraternité, devant son domicile... et que le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France s'était arrogé le droit d'exclure, par la voix de son président, Francis Kalifat, de cette manifestation pourtant censée être, au départ, universelle. »

Gérard Miller sur Twitter : « Que le président du Crif qui estime que les Insoumis n'ont pas leur place dans la lutte contre l'antisémitisme, sache que sa position est une pure infamie et qu'il s'est définitivement déconsidéré. J'espère qu'il n'imagine pas une seconde représenter tous les juifs de France ! »

Le fils de la victime, [Daniel Knoll](#), déclare quant à lui : « Le CRIF fait de la politique et moi j'ouvre mon cœur à tous ceux qui ont une mère, c'est-à-dire à tout le monde. Tout le monde est concerné. ». Il faut aussi écouter Madame le rabbin [Delphine Horvilleur](#).

Bref, il ne faudrait pas croire que tous les juifs français se sentent représentés par le CRIF ou par Meyer Habib, ni qu'ils approuvent les positions racistes et colonialistes des membres du gouvernement israélien, comme Madame Ayelet Shaked (que l'on pense aussi aux positions racistes de députés de la coalition gouvernementale au parlement israélien à l'égard des migrants africains, qui ont mis dans l'embarras Benjamin Netanyahu lui-même, alors qu'il pensait avoir trouvé un compromis avec le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU).

Qui parle au nom des juifs ?

Il me semble important que des juifs manifestent leur désaccord avec ceux qui prétendent parler en leur nom. Il y a l'[Union juive française pour la paix](#). J'ai eu l'occasion de signaler les ouvrages de [Shlomo Sand](#), également [ici](#) et [là](#), et de [Judith Butler](#), dont je partage la plupart des positions sur ces questions. Et je n'aurais garde d'omettre mon [désaccord avec le président de mon pays](#) quand il assimile la critique du sionisme, le dernier projet colonial du XIX^e siècle, à l'antisémitisme.

Beaucoup de mes amis juifs partagent au moins en partie mes idées sur la question, mais ne souhaitent pas les exprimer en tant qu'ils sont juifs. C'est leur droit le plus strict : dans un État laïc et sécularisé comme la France, la religion est une question de choix personnel, la seule façon de savoir si on doit considérer quelqu'un comme juif, catholique, musulman, bouddhiste, athée, ou plusieurs de ces qualités à la fois, c'est de lui poser la question et d'enregistrer sa réponse, ainsi me l'ont appris naguère mes collègues de l'Ined ; et d'ailleurs le fait d'être juif, ou de se considérer comme tel, n'est pas forcément une détermination religieuse, je suis juif athée. Comme Mona Ozouf et d'autres l'ont exprimé, chaque individu est porteur de plusieurs identités, qui se manifestent chacune avec plus ou moins d'intensité au gré des circonstances, et chacun en est libre. Et pour ce qui est d'être juif ou pas dans la France contemporaine, [Benny Lévy](#), dirigeant de la [Gauche prolétarienne](#) avant de devenir secrétaire de Sartre, puis fondateur d'une yeshiva lévinassienne à Jérusalem, me semble avoir raison lorsqu'il mentionne dans *Être juif : étude lévinassienne* le rôle déterminant du patronyme.

Cela dit, je ne vois nulle raison de laisser le monopole de la parole publique juive à quelques lobbys colonialistes. Je

voudrais rappeler ici certaines démarches du passé auxquelles j'ai participé, avant que la mémoire ne s'en efface.

Juifs, Arabes, années 1970

Au début des années 1970 soufflait l'esprit post-soixante-huitard, mais il se passait d'autres choses dans la société. Mai 68 avait mis en pleine lumière un certain nombre d'archaïsmes politiques et culturels de la société française, et cette contestation n'était pas du goût de tout le monde. Le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin mettait en place une politique répressive franchement anti-démocratique. Il y eut aussi une vague de crimes racistes, des assassinats de travailleurs arabes, plusieurs dizaines. C'est alors que fut créé le Mouvement des travailleurs arabes, proche de la Gauche prolétarienne d'Alain Geismar, Benny Lévy et Robert Linhart.

En même temps la situation au Moyen-Orient était explosive. En 1970 les mouvements palestiniens avaient organisé plusieurs détournements d'avions en Jordanie, après quoi l'armée jordanienne les avait violemment réprimés lors des combats de « Septembre noir » et finalement repoussés vers le Liban. En 1972 ce fut la [prise en otages des athlètes israéliens](#) lors des Jeux olympiques de Munich, au dénouement tragique (17 morts).

C'est en représailles après Munich que les services secrets israéliens organisèrent l'assassinat de plusieurs responsables palestiniens, dont le représentant en France de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), [Mahmoud Hamchari](#) ; victime le 8 décembre 1972 d'une bombe placée à son domicile, il meurt le 9 janvier suivant. D'autres assassinats jamais élucidés suivront, ceux de [Mohamed Boudia](#) et de Mahmoud Saleh.

Steven Spielberg a consacré à ces événements un de ses plus mauvais films, [Munich](#), où il épouse sans recul la position des services secrets israéliens. Il y montre Mahmoud Hamchari vivant dans un appartement luxueux de la Porte de Passy, alors qu'il avait un petit appartement dans un quartier très ordinaire. Le rôle de son épouse est interprété par Hiam Abbass, qui a aussi conseillé certains aspects de la mise en scène : ce n'est pas là qu'elle fut la mieux inspirée, même si cela aurait sans doute été pire sans elle.

Anti-colonialisme

Une des sources sous-estimées de mai 68 était le mouvement anti-colonialiste qui avait surtout pris son essor en réaction à la guerre d'Algérie ; c'est le mérite de l'historienne américaine [Kristin Ross \[2\]](#) d'avoir mis l'accent sur ce mouvement, illustré notamment par la revue [Révolution](#) créée en 1963 par Jacques Vergès. L'opposition à la guerre du Viêt Nam joua aussi un rôle important dans le renforcement de ce mouvement.

Dans ce bouillonnement politique où convergeaient plusieurs mouvements anti-impérialistes, Viêt Nam, Palestine, Algérie, sans oublier les mouvements anti-colonialistes d'Afrique, la question de la Palestine ne pouvait manquer de solliciter les militants juifs, dont j'étais. En 1956 j'avais huit ans, la guerre d'Algérie battait son plein et mon père m'avait expliqué que les Algériens étaient dans leur plein droit en combattant pour leur indépendance. En 1965, le soir des résultats du bac, un camarade guinéen, Bayo Kalifa, qui sera plus tard témoin à mon mariage, m'avait fourni de premières explications sur la question de la Palestine. Le projet sioniste ne pouvait me satisfaire.

Un groupe de juifs contestataires de la politique israélienne, anti-sionistes donc, apparut dans la mouvance de la Gauche prolétarienne, pour rapidement prendre ses distances avec celle-ci, d'ailleurs en voie d'extinction (c'était en 1972). Au sein de ce groupe, Éric Panijel, un ancien établi de l'[UJCL](#), avait sans aucun doute la réflexion la plus approfondie, en tout cas je lui dois la plupart de mes idées sur ce que c'est qu'être juif. J'y rencontrais aussi Ruth

Chicheportiche, native de Bou Saâda, que j'épouserai en 1974, Assia Melamed [3] et Christian Vercautereen, fils d'une mère juive remariée à un Flamand après avoir perdu sa famille pendant la guerre. Christian avait été pendant son adolescence le protégé de [Stanislaw Tomkiewicz](#), qui l'avait mis sur la voie de son identité juive, et sur beaucoup d'autres pistes intellectuelles et culturelles. Par son entremise j'ai moi aussi bénéficié de l'enseignement de Tomkiewicz, grand psychiatre et psychothérapeute d'enfants et d'adolescents, homme de vaste culture, juif anti-sioniste, dont il faut lire l'autobiographie, *L'adolescence volée*, du ghetto de Varsovie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière et à l'Inserm en passant par Bergen-Belsen.

Le groupe tenait des réunions de réflexion auxquelles vinrent assister des personnalités aussi diverses que Maxime Rodinson, Eli Lobel, Sami Frey, l'auteur dramatique Victor Haïm, Georges Moustaki, et d'autres juifs qui n'hésitaient pas à manifester pour la cause palestinienne plus qu'une simple empathie. Puis Éric quitta la France, le groupe se dispersa, je ne continuais à voir que Ruth, Christian, Assia, et quelques nouveaux que je ne nommerai pas parce que je ne puis leur en demander l'autorisation.

Bien sûr, pour être fidèles à nos idées, il ne fallait pas que notre cercle, que nous appelions « Les Radis noirs » par référence à quelque tradition alimentaire d'Europe centrale, fût réservé aux juifs et fermé aux gentils : nous tentâmes d'en attirer quelques-uns, mais sans grand succès.

Le jour de Yom Kippour 1973, un samedi, je fus à la mairie du 6ème arrondissement, puis à l'église Saint-Germain des Prés, au mariage d'un petit-cousin avec la fille d'un diplomate espagnol ; son frère aîné avait préconisé que nous fissions du scandale dans l'église pour protester contre cette christianisation en brandissant des rouleaux de la Torah, mais nous nous dégonflâmes. En rentrant, Ruth m'ouvrit la porte en m'annonçant « c'est la guerre ». Ce n'était pas le début d'une crise conjugale, mais vraiment la guerre entre Israël, l'Égypte et la Syrie.

La guerre d'octobre 1973 allait inciter de nombreux jeunes juifs à s'interroger sur le sionisme, Israël, la Palestine. Il y eut des réunions fiévreuses à la Maison Verte dans le XVIIIème arrondissement, à la Cité des Arts, au centre de la rue Jean Calvin, avec jusqu'à 300 participants, alors que notre petit groupe n'avait jamais atteint un nombre à deux chiffres.

Palestine Information

Entre temps, nous étions allés en juillet 1973 à un meeting consécutif à l'assassinat (non élucidé) de Mohamed Boudia, où [Marcel Moiroud](#) avait pris contact avec nous pour nous proposer de participer à la rédaction du bulletin hebdomadaire *Palestine Information*. Ce bulletin tirait à quelques centaines d'exemplaires, entièrement fabriqués et mis sous enveloppe à la main. Le rédacteur en chef était [Jean Baubérot](#), historien et sociologue du protestantisme et de la laïcité, plus tard professeur à l'EPHE, puis président de cette École.

La teneur du bulletin était une revue de presse : chaque membre de l'équipe lisait chaque jour un ou deux journaux quotidiens, y relevait tout ce qui avait trait de près ou de loin à la Palestine, au Moyen-Orient, ou aux débats politiques et idéologiques qui s'y rapportaient. Nous changions régulièrement : après quinze jours du Parisien libéré, on passait à Libération ou au Figaro. En tout cas, la lecture systématique et critique de la presse française, orientée sur un sujet sensible, était un exercice d'une cruauté salubre : depuis je ne lis plus les journaux. La hiérarchie de l'honnêteté n'était pas ce que l'on pourrait imaginer : ainsi, le Figaro avait un excellent spécialiste du monde arabe, Thierry Desjardins, qui avec Éric Rouleau du Monde et quelques autres se distinguait nettement de la masse des folliculaires approximatifs et tendancieux. Mais le journal français le plus objectif était quand même le New York Herald Tribune.

Chaque lundi soir, nous nous réunissions à la Librairie Palestine, 20 rue de la Réunion près de la place de la Nation à Paris, et chacun soumettait son travail. Marcel et Jean étaient les plus mûrs d'entre nous, les plus cultivés et les plus savants aussi, beaucoup d'entre nous (dont moi) étions encore mal dégagés d'une idéologie sommaire plus ou moins maoïste, ils nousaidaient, avec compréhension mais fermeté, à évoluer vers une pensée plus complexe, mieux informée, plus respectueuse de la réalité. Nous avions aussi des discussions avec des Palestiniens, notamment Ezzedine Kalak, que j'avais déjà bien connu lorsqu'il était étudiant à Poitiers, et qui devint le représentant de l'OLP à Paris, et un ami très présent des Moiroud, jusqu'à son assassinat à Paris en 1978, commandité par le gouvernement irakien et exécuté par deux Palestiniens [4].

Perspectives

Lors des accords d'Oslo de 1993 il semblait possible que la situation palestinienne évolue dans un sens favorable, vers une solution « à deux États » négociée avec Israël. Un quart de siècle plus tard, la vanité de cette espérance est manifeste. La politique israélienne est plus colonialiste que jamais, les pays arabes se désintéressent totalement de la question palestinienne, les dirigeants palestiniens de Gaza comme de Ramallah rivalisent surtout par leur degré de corruption et leur indigence politique. En France, critiquer la politique israélienne est quasiment un délit de droit commun, les différents partis politiques hésitent entre l'allégeance nauséabonde au CRIF et un silence dont la prudence vire souvent à la lâcheté. Le CRIF, créé pendant la guerre pour organiser la résistance à la déportation, et qui lorsqu'il était présidé par Théo Klein se souciait d'une évolution acceptable pour les Palestiniens, n'est plus qu'un lobby à l'écoute des courants les plus colonialistes et les plus racistes de l'extrême-droite israélienne.

Israël se veut un État juif, l'État de tous les Juifs, à l'extérieur de ses frontières comme à l'intérieur, y compris de gens comme moi qui refusent cette prétention et qui ne veulent être citoyens que du pays où ils ont toujours vécu, dans mon cas la France. Symétriquement, cette volonté d'être un État juif signifie qu'Israël n'est pas un État pour ses citoyens non-juifs, qui sont 20% de sa population, de ce fait relégués dans un statut de citoyens de seconde zone, privés de certains droits élémentaires. Shlomo Sand a décrit le galimatias de la [notion de « nationalité » inscrite sur les cartes d'identité israéliennes](#) et les limites léonines posées à la possibilité d'acquérir une propriété foncière lorsque cette « nationalité » n'est pas « juif » : c'est très inspiré du système soviétique.

Le régime qui règne dans les territoires occupés palestiniens est un régime colonial hypocrite. Les habitants palestiniens sont des sujets coloniaux sans droits, mais comme Israël n'a pas formellement annexé les territoires, il peut entretenir la fiction de leur autonomie. En fait, les territoires soumis en principe à l'autorité palestinienne représentent une portion infime du territoire palestinien, ils sont très morcelés et la circulation entre ces enclaves ou avec le territoire israélien proprement dit est interrompue par des dizaines de *checkpoints* israéliens où l'attente peut durer des heures et auxquels chacun peut se voir retirer son laissez-passer sans explication.

Si Israël annexait les territoires, ce que préconise l'extrême-droite, il serait placé devant un choix inévitable : soit officialiser le statut de sujets coloniaux sans droits des Palestiniens, ce qui serait inacceptable aux yeux de la communauté internationale, soit leur octroyer la citoyenneté et le droit de vote, ce qui n'irait pas sans bouleverser l'équilibre politique du pays parce qu'alors les Palestiniens représenteraient la moitié de la population [5]. Au lieu de cela, la situation hypocrite actuelle entretient une situation coloniale de fait, où chacun a des droits plus ou moins étendus ou restreints en fonction du groupe auquel il appartient, ce qui permet un arbitraire sans frein à l'égard de ceux qui ont le moins de droits.

[1] Pour la circonscription qui inclut Chypre, la Grèce, Israël, l'Italie, Malte, la Turquie, Saint-Marin, le Saint-Siège et les Territoires palestiniens.

[2] *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Complexe éd., 2005.

[3] Assia Melamed, documentaliste à l'université Paris VIII (Vincennes, puis Saint-Denis) a soutenu en 1998 sous la direction de Béatrice Giblin une thèse intitulée [*Chronique géopolitique : la mutation d'une commune communiste de la banlieue parisienne*](#), consacrée à Clichy-sous-Bois. Elle avait publié en 1976 *Analyse d'un discours politique : le sionisme*, ainsi que plusieurs articles dans *Hérodote*.

[4] Ezzedine Kalak a été assassiné le 3 août 1978 avec son assistant Adnam Hammad dans son bureau de la Ligue arabe, boulevard Haussmann, par Assad Kayed et Husni Hatem, membres du Front du refus d'Abou Nidal. La veille avait eu lieu une prise d'otages à l'ambassade d'Irak au cours de laquelle un employé de l'ambassade avait abattu un policier français. Comme cet employé avait le statut de membre du corps diplomatique, il avait été expulsé vers Bagdad. Mais, pour des raisons qui m'échappent, les officiels irakiens voulaient se venger de la France, et ils pensaient que tuer Ezzedine Kalak répondrait à cette objectif. Ils ont recruté à cet effet deux Palestiniens sans cervelle à qui ils ont fait croire qu'ils seraient eux aussi conduits directement à l'aéroport après le meurtre, ce pourquoi ils ont paradé au balcon du bureau de leurs victimes en faisant le V de la victoire après l'accomplissement de leur crime. Ils furent condamnés à quinze ans de réclusion criminelle et libérés en février 1986, après quoi leur expulsion du territoire français posa un problème, parce qu'il fallait trouver un pays qui veuille bien les accepter (on pense que ce fut la Syrie). C'est Khemais Chammar, militant tunisien pour la démocratie, à l'époque journaliste à Paris, futur ambassadeur de son pays auprès de l'Unesco, qui m'a appris les circonstances de cet assassinat. Serge Le Péron a réalisé en 1979 un film intitulé *Ezzedine Kalak*. Ces faits illustrent de sinistre manière les mœurs politiques des dictatures arabes.

[5] Bien sûr, l'extrême-droite rêve plutôt de leur expulsion, mais ce rêve est inavouable.